

Congrès du PG : matière à débat

vendredi 19 novembre 2010, par [BORRAS Frédéric](#), [HAYES Ingrid](#) (Date de rédaction antérieure : 18 novembre 2010).

Nous sommes au coude à coude avec les militantEs du Parti de gauche (PG) sur le terrain des mobilisations contre le gouvernement et sa politique, dans des combats communs qu'il nous faut poursuivre et amplifier. Mais c'est le programme et la stratégie que nous souhaitons aborder ici.

À quelques jours du congrès du PG, le livre de Jean-Luc Mélenchon *Qu'ils s'en aillent tous !* fait un tabac en librairie et les sondages lui sourient. Certes, le PG est loin du PCF en termes de forces militantes, mais il a réussi à renouveler un espoir qui paraissait bien mal en point dans un réformisme radical. Les textes préparatoires au Congrès en attestent. Il s'agit de rompre avec les politiques de soumission au libéralisme menées par la social-démocratie européenne et de retrouver le souffle de véritables réformes de structures. Pour l'essentiel, le cadre de la réflexion est celui du programme du Conseil national de la Résistance. S'y ajoute une réelle réflexion écosocialiste, qui s'écarte des choix du capitalisme vert, notamment en ce qui concerne la critique du productivisme et de l'énergie nucléaire.

Il y a donc, sur le terrain programmatique, matière à convergences sur certains points, à débat sur l'ensemble.

Citons les points sur lesquels portent l'essentiel du débat politique entre NPA et PG.

La référence constante à la République, même tempérée par l'adjectif « sociale », à la « patrie républicaine », alors que cette construction en France est marquée par la collaboration de classes, l'héritage colonial, le nationalisme et la démocratie libérale, renvoie à une solide divergence. Ensuite, le contenu du programme lui-même, pour lequel le niveau de radicalité de la rupture envisagée paraît parfois trop timide. Ainsi, alors que la socialisation du crédit, avec un monopole public, à l'échelle européenne si possible, apparaît au NPA comme un minimum pour casser la spéculation et donner les outils du contrôle social sur l'économie, le PG reste à mi-chemin. Troisièmement, la révérence envers les processus institutionnels se traduit au PG par la défense d'une coupure entre le social et le « politique » (résumé en fait aux élections), mise en pratique lors du mouvement de défense de la retraite. La « révolution citoyenne » revendiquée par le PG, traduction française de certains processus en Amérique latine, apparaît alors bien pâle. D'ailleurs, on peut interroger le sens de cette référence quand on voit le PG soutenir le social-libéralisme du PT brésilien.

Mais c'est le niveau des choix stratégiques immédiats qui constitue le principal obstacle sur le chemin de ce jeune parti : le PG défend la nécessité de l'alliance avec le PS combinée avec la possibilité de changer le centre de gravité d'une telle alliance en même temps que le PS lui-même. L'idée étant que l'unité du Front de gauche (élargi par exemple au NPA) permettrait de « jouer la gagne », et d'imposer de telles évolutions dans un meilleur rapport de forces. Cette hypothèse est pourtant inconcevable dans les conditions actuelles. La vraie question est donc : le PG ira-t-il dans une telle coalition en position subordonnée ? Beaucoup de sympathisantEs et de militantEs du PG donneraient sans doute une réponse négative. Le Congrès du PG ne lèvera peut-être pas cette ambiguïté, mais les échéances se rapprochent.

Ingrid Hayes, Frédéric Borrás

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 78 (18/11/10).